

MOUDENC EST A LA CULTURE



CE QUE MONSANTO EST A L'AGRICULTURE

Toulouse 13 mars 2021

insolite

La Dépêche 14.03.
2021

Quand Jean-Luc Moudenc déchire les affiches



Le maire de Toulouse, comparé à Monsanto, s'est fâché. / DR

La scène est furtive, mais en dit long sur l'incompréhension qui persiste entre les artistes et le monde de la culture en général et celui des politiques et des décideurs. Vendredi dans l'après-midi, le maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, a été filmé en train de chiffonner une affiche d'Act UP, qu'il venait d'arracher aux abords du théâtre de la Cité, occupé par les intermittents du spectacle, avant de s'engouffrer dans une voiture blanche banalisée... et électrique.

Il faut dire que le ton de l'affiche en question n'était pas spécialement sympathique à l'égard du président de Toulouse métropole. L'élu, qui apparemment passait par là sans intention initiale d'aller à la rencontre directe des artistes, n'a guère apprécié de se voir caricaturé en public via le slogan « Moudenc est à la culture ce que Monsanto est à l'agriculture ». Autant dire un poison... D'autant plus injuste que Jean-Luc Moudenc s'est associé au

courrier du président de France Urbaine à la ministre de la Culture Roselyne Bachelot pour exprimer « sa volonté de réouverture des lieux culturels qu'il a lui-même demandé de longue date » et qu'il soutient également la demande de reconduction de l'année blanche pour l'indemnisation chômage des intermittents du spectacle. Un journaliste a eu le temps de

Le maire de Toulouse n'a pas apprécié un « dazibao » ornant le mur du Théâtre de la Cité...

l'interpeller pour lui demander d'expliquer son geste. Jean-Luc Moudenc souriant,

mais sibyllin, s'est retourné vers eux et a répondu : « Je vous souhaite une bonne après-midi, je suis très heureux de vous avoir rencontré, ça m'a permis de me distraire. » Le maire de Toulouse aime décidément le terrain. On se souvient qu'au plus fort du mouvement des Gilets jaunes, il y a deux ans, il avait été surpris au cœur d'une manif plutôt violente sur son scooter. La scène avait déjà fait polémique.

Gillès-R. Souillés

Polémique sur le jardin partagé



Antoine Maurice avec les membres de La Biscotte. / DDM, M. Viala

Hier matin place du Capitole à Toulouse, juste avant le conseil municipal, des membres du collectif La Biscotte ont interpellé les élus au sujet du maintien de leur jardin collectif, rue de Caen, à Fontaine Lestang. Par cette action, ils souhaitaient que « Jean-Luc Moudenc se positionne sur le sujet. » Nous avons pu croiser quelques élus, tous ne sont pas très réceptifs. Beaucoup ont cherché à nous éviter. Les élus de l'opposition nous ont davantage parlé, beaucoup sont déjà au courant de ce qui se passe sur le terrain, rue de Caen », résume Marion, membre de La Biscotte.

Et parmi ces élus de l'opposition, Antoine Maurice d'Archipel citoyen, a pris le temps d'échanger. « Quand il y a dans les quartiers, des zones qui peuvent créer à la fois du lien social et des jardins, il faut soutenir ces initiatives citoyennes », a-t-il déclaré.

Pour sa part, Pierre Esplugas, porte-parole du groupe de la majorité a déclaré durant le conseil municipal : « Nous sommes pour les jardins partagés, mais leur occupation doit se faire de façon licite ».

L'affiche arrachée, vedette controversée du conseil municipal

l'essentiel Pour les élus de l'opposition, l'affiche arrachée devant le Théâtre de la Cité occupé est le symbole d'une absence de dialogue. Jean-Luc Moudenc assume face à une accusation « injuste ».

C'est un geste qui fleure les campagnes électorales d'antan. Et il paraît que l'intéressé n'en est pas à son coup d'essai. Vendredi dernier, devant le Théâtre de la Cité occupé par des intermittents du spectacle, Jean-Luc Moudenc est descendu de la Zoé conduite par son chauffeur pour arracher une affiche qui le mettait en cause. « Moudenc est à la culture ce que Monsanto est à l'agriculture. » Surpris par une caméra, filmé, le maire, pas démonté, a assumé. « C'était pour vous faire plaisir », a-t-il ironisé face à celui qui l'interrogeait.

Ce geste singulier, l'opposition, au conseil municipal d'hier, en a fait un symbole. « Vous auriez pu aller rencontrer les artistes », suggère Antoine Maurice. Mais pour le président du groupe Archipel, « il est difficile de faire croire qu'on est pour l'ouverture des lieux culturels quand soi-même on en ferme », avance-t-il en citant Mix'Art et le Pavillon Mazar et en stigmatisant « une politique brutale ». Élu socialiste d'opposition, Vincent Gibert insiste : « Votre rôle devrait être de rassembler. Vous opposez les habitants. » Dans la remise en cause par le



Salle des Illustres, hier, le maire a assumé l'arrachage de l'affiche qui le mettait en cause. / Photo DDM, Michel Viala

tribunal administratif du Plan de déplacements urbains et la possible annulation du Plan d'urbanisme métropolitain, deux documents de planification importants, et donc deux écueils potentiels pour la majorité, Antoine Maurice voit un autre exemple du même « manque d'écoute ». Vincent Gibert préconise : « cessez de vous isoler ! » Et, doublant Archipel sur

son terrain, propose à l'arracheur d'affiche « un grand séminaire des élus, préalable à un grand débat citoyen et une votation de la ville d'après le Covid. »

« Je suis attaqué par une affiche. Je l'arrache. C'est ma liberté d'expression. »

« C'était un geste symbolique. » Jean-Luc Moudenc est d'accord. Mais symbolique « d'un dévoiement du débat ». Car le maire se sent injustement accusé. « Nous avons la même position sur le fond. Il aurait été

plus intelligent d'unir nos forces. » Un peu plus tôt, il a dressé le bilan de son action culturelle : « treize lieux ouverts par la mairie et sept par la Métropole » : la chapelle des Carmélites, des bibliothèques, le Théâtre de la Digue, le Quai des savoirs, la Halle de la Machine... « Je considère que je n'ai pas de leçon à recevoir. » Avec France urbaine, l'association des grandes villes, il venait de demander la réouverture des lieux culturels.

« Myrys, c'est moi qui l'ai ouvert. Malheureusement la relation

INQUIÉTUDE POUR LE PLAN D'URBANISME

La possible annulation du Plan d'urbanisme métropolitain par le tribunal administratif, surtout après celle du Plan de déplacements urbains, inquiète le Capitole. « Rayer d'un trait de plume quatre ans d'un travail collaboratif ne me ravit pas », a souligné Jean-Luc Moudenc qui a rappelé le vote unanime des 37 maires en poste en 2019, « y compris les deux Archipéliens, le maire de L'Union et celui de Brax ». Sur l'artificialisation des sols et la production de logements sociaux, le PLU antérieur « est beaucoup moins volontariste ». Le maire a souligné que la menace d'annulation émanait du seul recours retenu, celui d'habitants de Lafourquette « dont la densité de la parcelle est réduite » par le PLU.

s'est dégradée. Et Mazar est une structure privée », se défend-il. Quant au PDU et au PLU, le maire vante une longue concertation et des votes de toutes les sensibilités politiques.

Mais Jean-Luc Moudenc revendique plus : « Je suis attaqué par une affiche. Je l'arrache. C'est ma liberté d'expression. » À midi, devant la mairie, un groupe d'artistes ironise à son tour et chante : « J'aurais voulu être un artiste. » Le show Capitole-intermittents se poursuit.

Jean-Noël Gros

À LA MAIRIE, CGT, SUD ET FSU CONTRE LES 35 HEURES



La manifestation s'est déroulée hier square du Capitole pendant le conseil municipal. / Photo DDM, Frédéric Charmeux

À l'appel de la CGT, de Sud et de la FSU, 200 fonctionnaires de la mairie et de la Métropole ont manifesté hier matin, pendant le conseil municipal, square du Capitole, pour s'opposer à la réforme du temps de travail. La loi de transformation de la fonction publique a tranché sur cette délicate question en imposant le respect de la durée légale de 35 heures par semaine ou 1 607 heures par an. A la mairie et à la Métropole, comme dans d'autres collectivités, excepté les Régions, le compte n'y est pas. Selon le Capitole, les municipaux travaillent 33 heures et bénéficient de deux semaines de congé en trop. Les trois organisations syndicales s'opposent à l'application de la loi et dénoncent « le vol des congés annuels ». Elles font référence « à certains élus locaux qui

ont pris position » contre cette loi. Selon les syndicats, cela reviendrait à Toulouse « à ne pas créer 600 postes ». Ce calcul, Henri de Lagoutine, l'élu chargé du personnel, le rejette. « Nous n'avons pas prévu d'augmenter la masse salariale. » Pour lui, « ces syndicats, alors que d'autres acceptent de discuter, nous demandent de ne pas appliquer la loi. C'est impossible. Mais nous sommes ouverts à des aménagements. » Jean-Luc Moudenc s'interroge : « quel est l'état d'esprit des Toulousains qui ont perdu leur emploi en voyant cela ? » Antoine Maurice, président du groupe Archipel, et François Piquemal, qui a pris la parole lors du rassemblement, ont apporté leur soutien aux manifestants.

J.-N. G.

PLACE DU CAPITOLE, JEAN-LUC MOUDENC INTERPELLÉ EN CHANSON

Des artistes toulousains ont profité du conseil municipal qui se déroulait au même moment pour se faire entendre ce vendredi en fin de matinée. À l'appel du collectif Aux Arts Etc., une dizaine d'entre eux s'est réunie place du Capitole, et a effectué une chorégraphie destinée à interpellé Jean-Luc Moudenc. Dotés de blouses blanches et roses, tout en entonnant « J'aurais voulu être un artiste », la célèbre chanson de Starmania, les protestataires ont défilé avec les affiches « Moudenc est à la culture ce que Monsanto est à l'agriculture ». Pour rappel, ces affiches ont fait couler beaucoup d'encre ces derniers jours lorsque le maire de Toulouse a été surpris en train de les arracher.

Première revendication : l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage

« L'idée de cette mobilisation c'était de répondre au maire qui a expliqué que nous le distrayons et qu'il était pour la réouverture des théâtres. Cette réouverture ne fait pas consensus parmi les artistes. En revanche, celle qui fait consensus concerne l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage », expli-



Dotés de blouses, les artistes ont interprété « J'aurais voulu être un artiste » tout en portant les affiches représentant Jean-Luc Moudenc. / Photo DDM, Frédéric Charmeux

que Mathieu, l'un des organisateurs de la mobilisation. Outre cette revendication nationale, les manifestants s'étaient aussi mobilisés pour contester la politique culturelle locale. « Mix'Art Myrys a été fermé très rapidement alors que c'était une des instances dans laquelle on se retrouvait le plus. Le Bleu-Bleu, un lieu qui faisait la vie culturelle de Toulouse a été détruit,

et le pavillon Mazar est endeuillé. On sent que la ville se transforme et que la culture populaire est mise de côté, c'est aussi ça qu'on veut défendre. » À quelques mètres de là, Marco un artiste circassien d'origine italienne abonde. « Je suis à Toulouse depuis 2014, et j'ai vu la ville se transformer. Progressivement, les lieux culturels et historiques ont été détruits. Ce ne

sont pas les seuls, le maire détruit de nombreux bâtiments pour faire de la spéculation immobilière. » Tout comme les artistes du théâtre de la Cité, occupé depuis plus d'une semaine, ceux du collectif Aux Arts Etc. ont annoncé qu'ils mèneraient de nouvelles actions dans les jours à venir.

Julie Philippe
@Julie_Philippe